

La lutte contre la pauvreté et la promotion de l'égalité entre les sexes

Grand groupe des travailleurs et des syndicats

FPHN 2017 - document de sensibilisation



Un travail décent pour tous afin d'éradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité

Les quatre piliers de l'Agenda du travail décent de l'Organisation internationale du travail (OIT)¹, c.-à-d. la création d'emplois, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social, constituent un programme complet et un cadre inégalé pour « *Éradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en mutation* ». Par ailleurs, il permet d'interconnecter tous les Objectifs de développement durable (ODD). Grâce à la création d'emplois, de systèmes de protection sociale solides, de services publics de qualité, de meilleures conditions de travail et d'un accès à la prise de décisions démocratiques, les personnes, les communautés et les pays peuvent s'extraire de la pauvreté, améliorer les moyens de subsistance de leurs citoyens, s'engager dans le développement local et promouvoir la coexistence pacifique. Tout cela n'est possible que lorsque le travail est décent, productif, respectueux de l'environnement, qu'il offre un salaire minimum vital et qu'il est encadré par des droits et qu'il est accessible à tous les travailleurs, indépendamment de leur sexe ou leur statut migratoire.

Pour le Forum politique de haut niveau 2017 de l'ONU, le mouvement syndical international mettra l'accent sur les aspects clés du travail décent en relation avec les ODD 1 (mettre fin à la pauvreté) et 5 (égalité entre les sexes), car ces derniers constituent de grandes priorités pour le monde du travail et qu'ils sont par ailleurs essentiels pour l'éradication de la pauvreté et la promotion de la prospérité. Dans cette présentation, les syndicats mettent en exergue les mesures que les gouvernements peuvent prendre en matière de politiques et d'investissements afin de s'assurer que les objectifs pour mettre un terme à la pauvreté et parvenir à l'égalité des sexes en 2030 peuvent être atteints.

Les syndicats pensent que pour mettre fin à la pauvreté (ODD 1), il est indispensable que les personnes aient accès à des moyens de subsistance décents et qu'elles soient rémunérées de façon juste. Elles doivent également avoir accès à des systèmes de protection sociale complets qui prennent en charge l'inclusion par l'intermédiaire d'aides au revenu adéquates et à des prestations de services publics de qualité. Garantir un salaire assurant des conditions d'existence convenable dans toutes les formes d'emploi peut permettre d'aider à s'attaquer à la pauvreté au travail qui persiste partout dans le monde. En outre, l'établissement de minima de protection sociale peut veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Les syndicats pensent également que l'égalité des sexes (ODD 5) ne sera possible que dans le cadre d'une action concertée visant à transformer les marchés du travail pour le travail rémunéré et non rémunéré des femmes. Le comblement de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes exige une politique de « salaire égal pour un travail de valeur égale ». La mise en place d'un salaire minimum vital et de mesures visant à promouvoir l'égalité d'accès à la protection sociale pour les femmes peut également aider à lutter contre les disparités entre les sexes en matière de revenu et réduire la pauvreté. L'obtention de l'égalité entre les sexes exige de prendre des mesures pour faciliter la conciliation de la vie professionnelle et la vie familiale, en particulier, en investissant dans les services de soins. Par ailleurs, il conviendra de démanteler

¹ L'agenda de l'OIT pour le travail décent : <http://www.ilo.org/global/topics/decent-work/lang--fr/index.htm>

la ségrégation professionnelle rigide qui a pris des millions de travailleuses au piège à travers le monde, les confinant de la sorte à des emplois précaires, mal rémunérés et souvent dangereux.

Afin de vivre une vie saine et productive (ODD 3), les gens doivent bénéficier de moyens de subsistance décents avec des conditions de travail décentes et sûres ainsi qu'un accès universel aux soins de santé de qualité. La santé et la sécurité au travail constituent une question clé pour les travailleurs, que les gouvernements ont le devoir d'assurer et les entreprises ont l'obligation de fournir.

Enfin, afin d'arriver à une industrialisation durable (ODD 9), une transformation majeure de la manière dont les économies et les industries fonctionnent est requise. Au cœur de cette transformation, la transition juste pour les travailleurs qui vise à fixer les bons objectifs de politiques dans les volets environnementaux, sociaux et économiques et à obtenir le soutien du public afin de concrétiser un futur « zéro carbone » et « zéro pauvreté ».

Un salaire minimum vital pour s'attaquer à la pauvreté au travail et stimuler l'économie et l'importance des droits à la négociation collective

La pauvreté au travail demeure un défi majeur à travers le monde. Considérant le fait que les travailleurs pauvres représentent plus de 700 millions de personnes, il sera impossible d'atteindre l'ODD 1 à l'horizon 2030 si ce problème est négligé.² La mise en œuvre et l'application d'un salaire minimum légal visant à garantir aux personnes un revenu qui leur permet de vivre avec dignité et qui est essentiel à la réduction de la pauvreté.

Au-delà de l'obligation morale de veiller à ce que les travailleurs reçoivent une rémunération juste, il apparaît de plus en plus clairement qu'il ne peut pas y avoir de reprise de l'économie mondiale sur la seule base d'une croissance tirée par les exportations. Elle exige plutôt une augmentation de la demande, en particulier des ménages. La garantie d'un salaire minimum vital est un élément essentiel pour accroître cette demande. Dans de nombreux pays, la baisse de la part salariale a contribué à une insuffisance de la demande globale, ce qui s'est avéré néfaste pour la croissance et l'emploi au niveau national ainsi que pour l'économie mondiale. Une augmentation de 1 % de la part salariale au niveau mondial pourrait entraîner une augmentation de 0,36 % du taux de croissance du PIB mondial³.

Les opposants au salaire minimum vital soutiennent souvent que les travailleurs vulnérables ne profiteront pas d'une telle mesure, car leurs emplois seront détruits par l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre. Toutefois, l'OIT a souligné que les effets sur l'emploi des augmentations du salaire minimum ne sont pas simples. Il ressort régulièrement des résultats que les effets sur l'emploi sont quasiment nuls et trop faibles

² OIT : Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2017 : http://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2017/WCMS_540900/lang--fr/index.htm

³ Les arguments en faveur d'une combinaison de politiques coordonnées de reprise induite par les salaires et d'investissements publics au G20, 2014 : <http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/modeling.pdf>

pour être observables dans les statistiques.⁴ Des études réalisées dans des pays émergents, tels que le Brésil, l'Indonésie, l'Inde et l'Afrique du Sud indiquent que le salaire minimum a un impact soit insignifiant soit positif sur l'emploi et un impact positif sur la pauvreté et la correction des inégalités de revenus.⁵ Le « Rapport sur le développement dans le monde » de 2013 de la Banque mondiale a également confirmé que les salaires minimums n'ont aucune incidence négative importante sur le marché du travail⁶. En outre, dans ses « *Perspectives de l'emploi de 2016* », l'OCDE met en évidence les effets qui résultent de la hausse du salaire minimum telles que l'augmentation de l'utilisation des compétences, l'accroissement de la productivité et la réduction de la pauvreté au travail.⁷

Le salaire minimum vital devrait être établi par l'intermédiaire d'un processus de définition de règles légales, avec la participation rapprochée des partenaires sociaux (organisations des employeurs et des travailleurs). Un dialogue social robuste est donc indispensable.⁸ Le salaire minimum doit proposer des moyens de subsistance adéquats. La procédure permettant de le définir doit être fondée sur les données et être régulièrement examinée afin de tenir compte de l'inflation et l'évolution du coût de la vie. Il convient par ailleurs de prendre des mesures pour promouvoir la sensibilisation et l'application du salaire minimum. Il s'agit notamment de la dissémination d'informations claires à l'intention des travailleurs et des employeurs, d'enquêtes par les autorités responsables de l'inspection du travail et de sanctions dissuasives en cas de non-conformité.

En outre, tous les États devraient garantir les droits à la négociation collective afin d'atteindre une rémunération équitable, au-dessus du niveau du salaire minimum. Par conséquent, les travailleurs devraient avoir le droit de s'organiser, de s'affilier à des syndicats et de négocier des salaires et une rémunération appropriée pour leur travail avec leurs employeurs. Les systèmes nationaux de négociation collective sont des outils importants pour la réduction des écarts salariaux et de l'inégalité globale. Les preuves disponibles démontrent qu'un système global de négociation collective est économiquement souhaitable et que les attaques récentes dont ce droit fondamental a fait l'objet ont eu des conséquences économiques et sociales désastreuses qui ne peuvent être tolérées.

⁴ cf. Guide de politique des salaires minimums de l'OIT http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/genericdocument/wcms_508566.pdf

⁵ CSI Rapport Nouveaux fronts : Février 2014 : Inégalités de revenus : L'heure est venue d'instaurer un salaire vital approprié
http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ituc_frontlines_february_2014_fr_web.pdf

⁶ Banque mondiale – Rapport sur le développement dans le monde : Emplois (2013) : http://siteresources.worldbank.org/EXTNWDR2013/Resources/8258024-1320950747192/8260293-1322665883147/Overview_French.pdf

⁷ Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2016 : http://www.oecd-ilibrary.org/fr/employment/perspectives-de-l-emploi-de-l-ocde-2016_empl_outlook-2016-fr

⁸ Résolution de la CES 2017 : <https://www.etuc.org/documents/commun-strategy-low-and-minimum-wages>

Les systèmes de protection sociale pour éradiquer la pauvreté, promouvoir l'inclusion sociale et renforcer la résilience

La capacité des systèmes de protection sociale à lutter contre la pauvreté et promouvoir la croissance inclusive est largement reconnue. Les systèmes de protection sociale offrent une aide au revenu et des services essentiels visant à protéger les personnes contre les risques et garantir un niveau de vie suffisant. Par ailleurs, ils agissent comme un outil de répartition des revenus afin de réduire les inégalités et servir de stabilisateurs économiques importants permettant de créer et maintenir des économies de marché durables par l'intermédiaire de la demande globale.

Les services publics de qualité constituent la pierre angulaire des efforts déployés pour mettre un terme à la pauvreté. Les mesures d'austérité et les réductions des services publics auxquelles on a assisté au cours de ces dernières années doivent être inversées ; il ne s'agit pas uniquement pour les gouvernements de respecter leurs obligations, mais d'utiliser certains des outils les plus efficaces pour lutter contre la pauvreté multidimensionnelle. Par exemple, un enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité brise la spirale de la pauvreté intergénérationnelle et l'exclusion tout en soutenant la mobilité sociale et un accès à des moyens de subsistance décents.

Les systèmes de protection sociale devraient être globaux. Conformément au principe d'universalité, ils devraient aller au-delà de l'instauration de simples « filets de sécurité » pour les plus vulnérables ou d'une « assurance sociale » pour ceux qui travaillent dans le marché de l'emploi formel. Malheureusement, l'OIT estime cependant que seuls 28 % de la population mondiale bénéficient d'un niveau complet de protection sociale.⁹ Cette faible couverture de protection sociale à travers le monde existe malgré les bases juridique et opérationnelle enjoignant aux gouvernements d'assurer un niveau adéquat de protection sociale pour tous, comme défini dans la Convention 102 de l'OIT concernant la sécurité sociale (Normes minimums) et la récente Recommandation 202 sur les socles de protection sociale.¹⁰

Les gouvernements et les institutions internationales avancent souvent le caractère financièrement non abordable des régimes universels de protection sociale comme la raison de la réduction de l'accès à la protection sociale. Cependant, les estimations de l'OIT suggèrent que la fourniture de prestations de sécurité sociale de base coûterait moins de 2 % du PIB et qu'un ensemble fondamental de prestations pour tous ceux qui n'ont pas accès à la sécurité sociale coûterait moins de 6 % du PIB¹¹. Le potentiel de la protection sociale pour soutenir l'emploi et la création d'emplois, stimuler le développement des compétences et contribuer à la croissance économique globale doit être pris en considération lors de l'évaluation de toutes ses

⁹ Rapport mondial sur la protection sociale de l'OIT 2014-2015 (2014)

¹⁰ Les quatre piliers de la protection sociale minimale sont : 1) les soins de santé, y compris les soins de maternité ; 2) un revenu de base pour les enfants, assurant l'accès à la nutrition, à l'éducation et aux soins ; 3) un revenu de base dans les cas de maladie, de chômage, de maternité et d'invalidité ; 4) un revenu de base pour les personnes âgées

¹¹ Rapport Nouveaux fronts : 2014 (avril) : Protection sociale : http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ituc_frontlines_avril_2014_fr_web.pdf

conséquences budgétaires¹². La focalisation sur les seuls coûts initiaux de la protection sociale ne tient pas compte des possibilités liées aux dépenses sociales en tant qu'« investissements » sociaux positifs à même de renforcer une capacité de résilience face aux chocs économiques.

Par ailleurs, les gouvernements ont pour responsabilité de fournir un espace fiscal adéquat pour le soutien des politiques sociales et doivent lutter pour éliminer les paradis fiscaux, surtout en temps de crise. Les façons de procéder sont nombreuses : par exemple, au moyen de systèmes fiscaux plus redistributifs, en s'attaquant aux flux financiers illicites ainsi qu'à l'évasion et à la fraude fiscales, en réaffectant les dépenses publiques et en soutenant l'emploi formel afin d'accroître les contributions fiscales et de sécurité sociale¹³. Les gouvernements devraient donc soutenir une transition rapide de l'économie informelle vers l'économie formelle, conformément à la Recommandation n° 204 de l'OIT. Les gouvernements et les institutions internationales doivent s'engager politiquement avec fermeté en faveur de la lutte contre les inégalités salariales et de genre par la mise en œuvre ferme de la protection sociale universelle et la formalisation de l'économie informelle comme vecteur essentiel pour réduire la pauvreté et la mise en œuvre de développement. Les travailleurs et les syndicats doivent également jouer un rôle légitime et fondamental dans la conception, la mise en œuvre, la gestion et le contrôle des régimes de protection sociale. La négociation collective et le dialogue social sont indispensables à cet égard.

Politiques sociales et du marché du travail pour combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes

Le Rapport mondial sur les salaires 2016/17 de l'OIT montre qu'une augmentation du salaire minimum peut contribuer à la réduction de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes ; en particulier pour les personnes qui se trouvent au bas de l'échelle des salaires. En outre, lorsqu'il est fixé à l'aide de consultations tripartites avec les travailleurs et les employeurs, le salaire minimum a la capacité de réduire les inégalités sans aucune incidence significative sur la création d'emplois globale. Pour ce faire, il est nécessaire que les droits fondamentaux des travailleurs, comme les droits à la liberté d'association et à négocier collectivement, soient respectés.

¹² Consultez par exemple Commission européenne (2013) : Faits concernant les tendances démographiques et sociales. La contribution des politiques sociales à l'inclusion, l'emploi et l'économie

¹³ Consultez Ortiz et al. 2015 « Fiscal Space for Social Protection: Options to Expand Social Investments in 187 Countries ». OIT.

Veiller à ce que les travailleurs jouissent de la liberté d'association et du droit à se syndiquer et à négocier collectivement contribue à combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Aux États-Unis, l'écart salarial entre les hommes et les femmes est de 11 % pour les femmes syndiquées, comparé à 22 % en moyenne . Au Royaume-Uni, les salaires des femmes membres de syndicats sont en moyenne de 30 % supérieurs à ceux des femmes non syndiquées . L'appartenance à un syndicat confère un avantage salarial à ses membres. Les estimations varient de 10 % à 30 % en fonction des variables, notamment le sexe et le niveau de compétence. Au Brésil, cette majoration est estimée à 17 %. En Afrique du Sud, les femmes syndiquées gagnent trois fois plus que leurs homologues non syndiquées .

Le comblement de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes exige l'examen d'une fourniture d'une protection sociale. Correctement conçus, les systèmes de protection sociale peuvent jouer un rôle important dans la réduction des écarts entre les sexes dans l'emploi et la pauvreté. Par exemple, les congés de maternité, de paternité et les congés parentaux adéquats peuvent permettre d'établir un équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée, empêcher les femmes de quitter le marché de l'emploi après la naissance des enfants et soutenir une répartition plus équilibrée des responsabilités liées au travail et aux soins entre les femmes et les hommes .

Cependant, la conception actuelle de nombreux régimes de protection sociale entraîne l'exclusion de nombreuses femmes de la couverture. La sous-représentation des femmes sur le marché de l'emploi formel, la plus haute concentration de ces dernières dans les emplois à temps partiel, mal rémunérés et précaires, ainsi que les fréquents « trous » dans leur vie professionnelle en raison des périodes à la maison mènent souvent à de faibles cotisations de sécurité sociale, et, partant, des droits insuffisants, voire inexistants, en matière de sécurité sociale ainsi qu'un risque plus élevé de pauvreté, notamment chez les personnes âgées. À travers l'UE, l'écart des niveaux des pensions des femmes et des hommes est de 40,2 % . La comptabilisation correcte de ces périodes consacrées aux soins pour des prestations contributives, la fourniture de prestations de survie et la garantie d'un accès universel à l'aide au revenu sont autant de facteurs qui peuvent contribuer à réduire les disparités en matière d'accès à la protection sociale, et par conséquent, l'écart de pauvreté entre les femmes et les hommes.

Les gouvernements doivent rechercher un équilibre juste en matière de politiques et d'investissements afin de veiller à ce que les femmes jouissent du même accès à la couverture de protection sociale, qu'elles soient rémunérées pour leur travail de manière égale et qu'elles ne soient pas victimes de discrimination sexuelle. Cet équilibre doit être atteint avec des organisations de travailleurs et d'employeurs représentatives.

Investir dans l'économie des soins pour éliminer les obstacles à l'emploi des femmes

On estime que la contribution du travail non rémunéré des femmes est de 10 000 milliards de dollars US par an à l'échelle mondiale, soit 13 % du produit intérieur brut mondial (PIB). Les femmes du monde entier tendent à assumer une plus grande responsabilité pour les soins non rémunérés, car leur rôle demeure disproportionné dans les soins apportés aux enfants, aux malades et aux personnes âgées, ce qui leur impose un double fardeau de travail rémunéré et non rémunéré.

Les investissements dans les services de soins formels tels que la garde d'enfants et les soins à long terme peuvent participer à l'élimination des obstacles qui empêchent les femmes de participer au travail rémunéré. Ces services peuvent également avoir des effets positifs sur les personnes qui font l'objet des soins. Par exemple, l'allaitement maternel exclusif et continu sur le lieu de travail pour les mères allaitantes qui travaillent ainsi qu'une inscription dans des services de qualité d'éducation et de soins pour la petite enfance favorisent les résultats positifs du point de vue social, éducatif et de l'emploi pour les enfants plus tard au cours de la vie. En outre, il a été démontré qu'ils s'avèrent cruciaux dans la réduction de la transmission intergénérationnelle des désavantages. La faible qualité de l'emploi dans le secteur des soins diminue souvent l'attrait de ce travail, peut entraîner une baisse de la qualité des services et constituer un obstacle à l'expansion de ces services.

Les gouvernements qui souhaitent créer des emplois auraient intérêt à augmenter les investissements publics. D'ailleurs, des arguments solides ont été avancés quant à l'intérêt de ces investissements dans les infrastructures de santé. Les preuves disponibles montrent que de tels investissements permettraient de créer des emplois, résoudre le déficit en matière de soins et réduire les inégalités entre les sexes. Ils contribueraient en outre à des modèles plus inclusifs de développement et de croissance.

Les politiques qui favorisent efficacement la croissance économique et l'emploi sont généralement celles qui voient une augmentation de l'investissement public dans les infrastructures sociale et physique. L'infrastructure sociale, la fourniture de soins de santé, l'éducation, les services de garde d'enfants et les soins de longue durée pour les personnes âgées ou handicapées sont d'une importance vitale pour le maintien et la croissance de la capacité productive d'une économie. Ces activités constituent par ailleurs une façon essentielle d'améliorer la qualité de vie des individus.

De fait, une meilleure reconnaissance des avantages découlant des investissements dans une infrastructure sociale et une infrastructure physique durable et respectueuse de l'environnement est nécessaire pour aller au-delà de leurs effets économiques et sur l'emploi immédiats. La fourniture de soins sociaux et de santé de haute qualité est une caractéristique d'une société saine, inclusive et civilisée. Pour atteindre cet objectif, un investissement public est indispensable.

Par ailleurs, les investissements aussi bien dans les services de soins que dans l'infrastructure répondant à des critères de respect de l'environnement et au caractère renouvelable constituent des étapes déterminantes pour permettre aux sociétés de devenir durables. Ces deux types d'investissement doivent être considérés conjointement. Il est par conséquent urgent de résoudre les lacunes en matière de santé et de soins et de réduire les inégalités entre les sexes en donnant la priorité aux décisions d'investissement dans l'infrastructure. En outre, les investissements dans l'infrastructure physique ne peuvent pas être présentés comme étant la seule forme d'investissement capable de stimuler l'emploi et l'activité économique.

Garantir l'accès à la santé et la sécurité DANS et HORS du lieu de travail

L'ODD 3 engage les gouvernements à garantir une vie saine et le bien-être pour tous. L'accès universel aux soins, aux services de soins de santé et aux médicaments essentiels est au cœur de cet engagement. Pour les travailleurs, les normes de santé et de sécurité au travail qui contribuent à la santé et au bien-être généraux dans et hors du lieu de travail constituent un élément important.

En fin de compte, la responsabilité de fournir un accès aux soins de santé incombe à l'État, et ce, afin d'en assurer la qualité et le caractère abordable. La tendance à privatiser les services de soins de santé risque de faire grimper le prix des soins de santé tout en réduisant leur qualité et en rendant l'accès aux médicaments vitaux totalement inabordable. L'État a également la responsabilité de veiller à ce que les systèmes nationaux de santé fournissent un salaire décent et des conditions de travail décentes aux travailleurs de la santé et aux autres prestataires de soins de santé afin qu'ils puissent travailler efficacement en première ligne de la prestation de services de santé.

La santé et la sécurité au travail constituent un problème critique pour les travailleurs, qui ne peut être concrétisé que si les emplois sont décents et les droits des travailleurs sont respectés. L'obtention de normes de santé et de sécurité au travail de haut niveau est une responsabilité partagée entre les mandants tripartites et devrait être incluse dans les plans nationaux de santé. Néanmoins, il incombe aux gouvernements d'appliquer les normes de santé et de sécurité au travail et les entreprises doivent être encouragées à investir dans ces normes pour leurs travailleurs sur toute la longueur de la chaîne d'approvisionnement.

Promotion d'une industrialisation durable et inclusive bâtie sur le cadre de la transition juste

Notre mode de vie n'est plus durable sur le long terme. L'expansion de la mondialisation, le changement climatique, la pénurie de certaines ressources et les tendances démographiques remettent en question notre modèle de croissance et nos modes de production. Il est essentiel que nos industries empruntent la voie du développement durable en tenant dûment compte des aspects environnementaux et sociaux, avec une perspective à long terme. Cela implique une transformation en profondeur de notre manière de vivre et de nos systèmes de production, une transition vers un modèle de croissance différent de celui connu dans le passé.

Compte tenu de sa capacité à innover, l'industrie doit être au cœur de tout plan concernant l'avenir. Elle doit faire l'objet d'un renouveau en adaptant ses métiers, ses organismes et ses processus. Par ailleurs, elle doit s'atteler au respect de la santé et de la dignité des travailleurs, ainsi que de l'environnement ; à l'utilisation rationnelle des ressources et à la promotion du bien-être sur le lieu de travail, éléments qui se révèlent essentiels à la réussite économique durable et au rétablissement d'un équilibre environnemental et social.

Cela implique la nécessité de soutenir la reconversion et la transition des travailleurs, ce qui exige une reconnaissance du rôle joué par les syndicats comme agents de ce changement. Le cadre de la transition juste est essentiel à la réalisation de cette transformation industrielle durable. La transition juste pour les travailleurs vise à fixer les bons objectifs de politiques dans les volets environnementaux, sociaux et économiques et à obtenir le soutien du public afin de concrétiser un futur « zéro carbone » et « zéro pauvreté ».¹⁴

¹⁴ Transformation industrielle durable : à qui s'adresse-t-elle et par où commencer ? (Anabella Rosemberg) (anglais) : <https://link.springer.com/article/10.1057/s41301-016-0040-2>

Conclusions et recommandations:

- Établir un **salaire minimum vital** avec la pleine participation des partenaires sociaux. Les salaires minimums doivent prendre en compte le coût de la vie, être fondés sur les données et être régulièrement examinés et ajustés (p. ex., pour tenir compte de l'inflation).
- Garantir les **droits à la négociation collective** afin d'atteindre une rémunération équitable, au-dessus du niveau du salaire minimum.
- Assurer une **protection sociale adaptée et universellement accessible** conforme à la Convention 102 de l'OIT et à la Recommandation 202, en prenant, le cas échéant, les mesures nécessaires permettant de créer un espace fiscal pour les services sociaux.
- Assurer que les lois nationales et les pratiques d'exécution de la loi sur la **liberté d'association, le droit à se syndiquer, la négociation collective** et la **non-discrimination** sont conformes aux normes fondamentales du travail de l'OIT et promouvoir le dialogue social entre les employeurs et les travailleurs. Ceci permettra de définir la fondation juridique essentielle nécessaire pour établir et soutenir le partenariat/dialogue social, négocier les cadres de protection salariale et sociale pour éradiquer la pauvreté, promouvoir l'égalité des sexes dans le monde du travail et fournir des outils essentiels pour que les travailleurs les plus vulnérables puissent enjamber le plancher de la pauvreté qui se dérobe sans cesse sous leurs pieds, y compris les travailleurs du secteur informel, les travailleurs migrants, les minorités ethniques, raciales et religieuses ainsi que les personnes handicapées.
- Soutenir la **transition de l'économie informelle vers l'économie formelle** afin d'améliorer la sécurité d'emploi et la sécurité du revenu des travailleurs et générer les ressources fiscales permettant de financer des systèmes de protection sociale et des services publics de qualité.
- Réduire les **disparités entre les hommes et les femmes** en matière d'**accès à la protection sociale** en comptabilisant correctement les périodes consacrées aux soins pour des prestations contributives, la fourniture de prestations de survie et veiller à un accès universel à l'aide au revenu.
- Assurer l'accès à des **services de soins de qualité, à prix abordable**, afin de soutenir l'autonomisation économique des femmes et favoriser le bien-être des enfants et de ceux qui ont besoin de soins, tels que les malades et les personnes âgées.

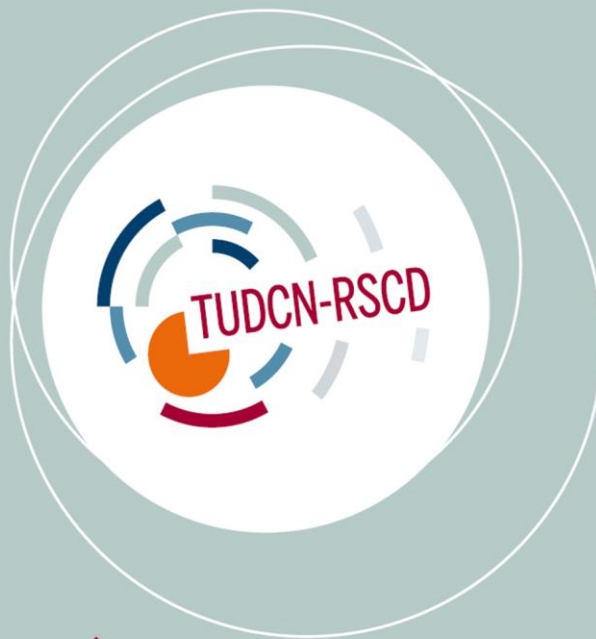
Conclusions et recommandations:

- Améliorer la **qualité des emplois** dans le **secteur des soins formels**, afin d'améliorer l'attractivité des emplois dans le secteur des soins et assurer des prestations de services de haute qualité.
- Accroître de façon substantielle **l'investissement dans des services publics de qualité** afin de garantir l'accès universel aux soins de santé et à l'enseignement primaire et secondaire gratuit.
- Ratifier la **Convention 189** concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques de l'OIT et l'intégrer dans la législation nationale.
- Suivre les recommandations du Groupe de haut niveau pour l'autonomisation économique des femmes¹ afin de **reconnaître, redistribuer et réduire les soins non rémunérés** et garantir un **travail décent aux prestataires de soins rémunérés**, y compris les travailleurs migrants.
- Les gouvernements doivent s'acquitter de la responsabilité qui leur incombe d'appliquer les normes de santé et de sécurité au travail et les entreprises doivent être encouragées à investir dans ces normes pour **leurs travailleurs sur toute la longueur de la chaîne d'approvisionnement**.
- Développer **la recherche dans les technologies** afin de promouvoir la diffusion de l'innovation, en soutenant la recherche-développement et la recherche technologique au moyen d'un financement public et en continuant d'affecter des ressources à la recherche.
- Créer des « écosystèmes » (groupes d'échange, plates-formes, etc.) pour **faciliter les liens entre la recherche et les industries** près du « terrain », à les transformer en de véritables canaux pour la diffusion de l'innovation, avantageant ainsi les petites et moyennes entreprises en particulier.
- **Renouveler les compétences et faciliter leur transmission dans le respect du développement durable**. L'examen des possibilités d'emploi créées par la transition vers une économie à plus faibles émissions de carbone doit être accompagné d'un changement dans la formation initiale et continue pour ce type d'emplois.
- Assurer une **transition juste** vers des sociétés « zéro carbone », avec la participation des travailleurs et des syndicats à ce processus.

The Trade Union Development Cooperation Network (TUDCN) is an initiative of the International Trade Union Confederation (ITUC), bringing together affiliated trade union organisations, solidarity support organisations, regional ITUC organisations, the Global Union Federations (GUFs), the European Trade Union Confederation (ETUC) and the Trade Union Advisory Committee to the OECD (TUAC). TUDCN's objective is to bring the trade union perspective into the international development policy debates and improve the coordination and effectiveness of trade union development cooperation activities.

Le **Réseau syndical de coopération au développement (RSCD)** est une initiative de la Confédération syndicale internationale (CSI) réunissant des organisations syndicales affiliées, des organisations de solidarité, les organisations régionales de la CSI, ainsi que les Fédérations syndicales internationales (les fédérations sectorielles - FSI), la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC). Le RSCD a pour but de traduire la perspective syndicale dans les débats sur la politique en matière de développement international et d'améliorer la coordination et l'efficacité des activités syndicales dans le domaine de la coopération au développement.

La **Red Sindical de Cooperación al Desarrollo (RSCD)** es una iniciativa de la Confederación Sindical Internacional (CSI), que agrupa a diversas organizaciones sindicales afiliadas, organizaciones solidarias (OS), organizaciones regionales de la CSI, las Federaciones Sindicales Internacionales (FSI), la Confederación Europea de Sindicatos (CES) y la Comisión Sindical Consultiva ante la OCDE (TUAC). El objetivo de la red es aportar la perspectiva sindical a los debates políticos y mejorar la coordinación y la eficacia de las actividades sindicales relacionadas con la cooperación al desarrollo.



dce@ituc-csi.org

+32 (0) 2 224 02 25



@TUDCN_RSCD



/TUDCN.RSCD